



# ENQUÊTE

Mesure d'impact de la crise Covid-19  
sur les micro-entrepreneurs belges.

Avril 2020

Enquête réalisée avec le soutien de



# MÉTHODOLOGIE.

# DÉMOGRAPHIE.



**ENQUÊTE EN LIGNE**



**348 MICRO-ENTREPRENEURS INTERROGES**



**38% FEMMES  
62% HOMMES**



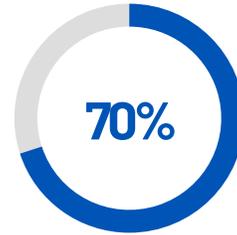
**33% BRUXELLES  
33% FLANDRES  
34% WALLONIE**

# DONNÉES CLÉS.

D'une manière générale, en Belgique, l'impact de la crise du COVID-19 a été significatif pour les clients microStart interrogés.



**Ont actuellement leur activité complètement à l'arrêt** en raison des mesures sanitaires prises par le gouvernement.



Ont subi une **diminution de plus de 50% de leur chiffre d'affaires** dès le premier mois.



De ceux employant du personnel **ont dû recourir à des mesures de chômage temporaire.**



## AU NIVEAU RÉGIONAL

- **La Wallonie est la région la plus affectée**
- 76% des micro-entrepreneurs ont dû fermer
- **85%** ont enregistré une diminution de leur chiffre d'affaires de + 50%

## AU NIVEAU DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

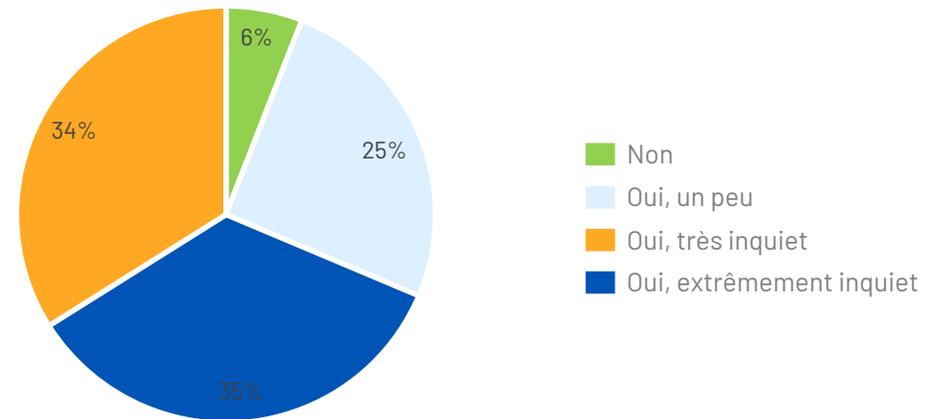
- **HoReCa, Commerce, Services aux Particuliers et Transports**
- **HoReCa: 83%** ont dû complètement arrêter leur activité
- **Transports : 79%** enregistrent plus de 50% de diminution de leur chiffre d'affaires

# RÉSULTATS.

# PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LA SITUATION (1/2).

- **69% des répondants sont très ou extrêmement inquiets pour la survie de leur activité dans les 6 prochaines semaines.**
  - À Bruxelles, 74% sont très inquiets de la situation, en Wallonie 62%, en Flandres 69%
  - Les principaux secteurs d'activités pour lesquels les entrepreneurs sont très inquiets : HoReCa (81%), Commerce (71%) et Transport (77%)

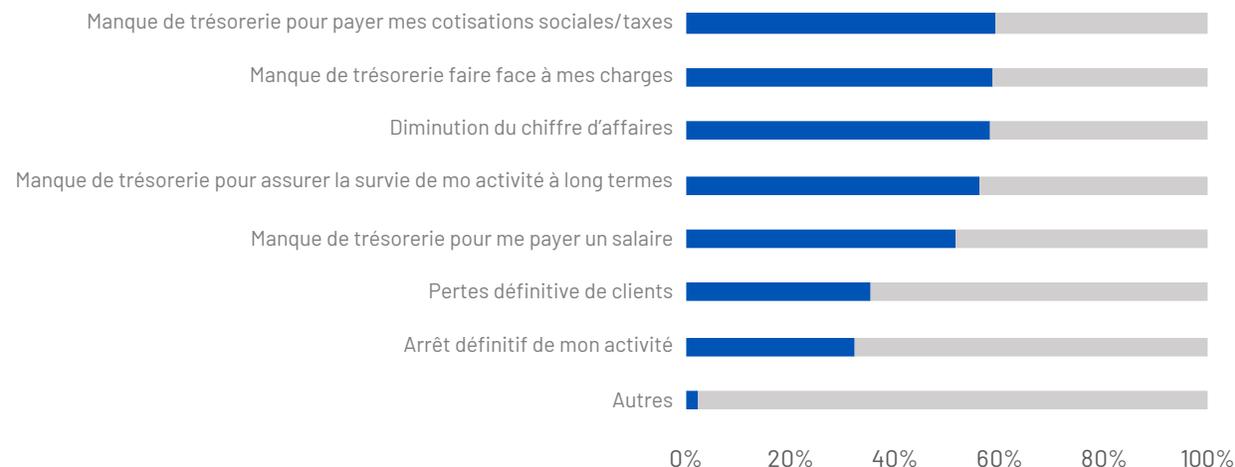
Êtes-vous inquiet pour l'avenir de votre entreprise dans les 6 prochaines semaines ?



# PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LA SITUATION (2/2).

- **Les 5 principales préoccupations des micro-entrepreneurs suite à la crise COVID-19 :**

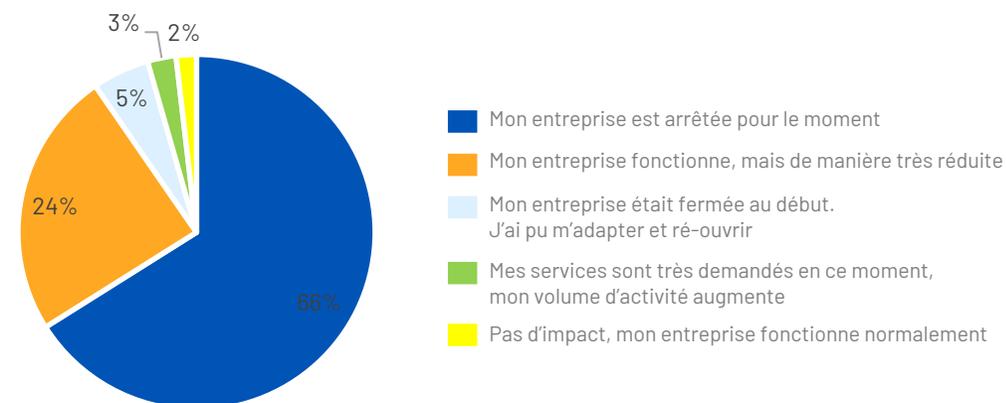
1. Manque de trésorerie pour payer les taxes et cotisations sociales (59%)
2. Manque de trésorerie pour couvrir les charges fixes de l'entreprise (59%)
3. Diminution du chiffre d'affaires (58%)
4. Manque de trésorerie pour poursuivre son activité (56%)
5. Manque de trésorerie pour se dégager un revenu de son activité (51%)



- **66% des activités sont complètement arrêtées. Seuls 5% des répondants ont pu adapter et poursuivre leur activité face à la crise COVID-19 (10% pour l'HoReCa) :**

- En Wallonie (76%) et à Bruxelles (73%) : les 2 régions les plus impactées
- Dans l'HoReCa (83%), les Transports (72%), les Services aux particuliers et le commerce (67%)

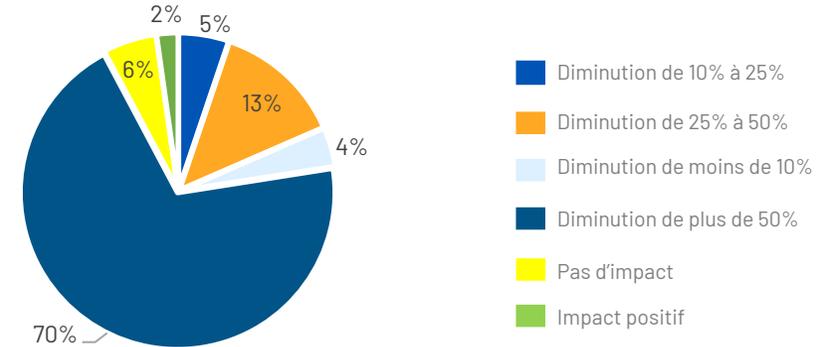
- **65% des répondants ont dû stopper leur activité en raison des mesures sanitaires prises par le gouvernement.**



# IMPACT SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES MICRO-ENTREPRENEURS.

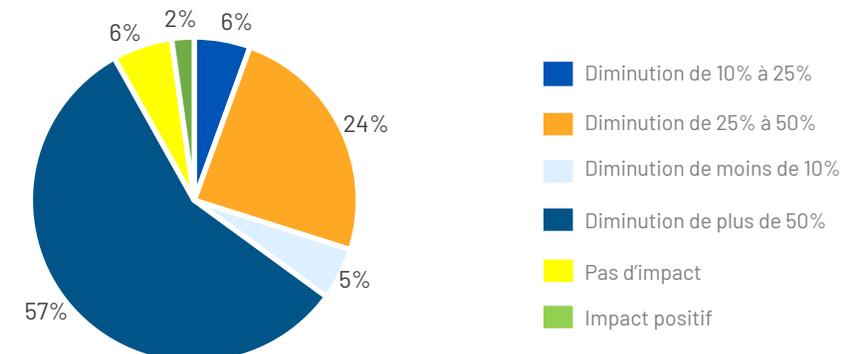
- **70% des répondants enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 50% durant les 4 dernières semaines.**
  - Région la plus impactée (+50% de chiffres d'affaires) : La Wallonie avec 85% des répondants
  - Secteurs d'activités les plus impactés (+50% de chiffres d'affaires) : HoReCa (70%), Transports (79%), Services aux Particuliers (71%) & commerce (59%)

Impact de la crise sur le niveau de chiffre d'affaires durant les 4 dernières semaines



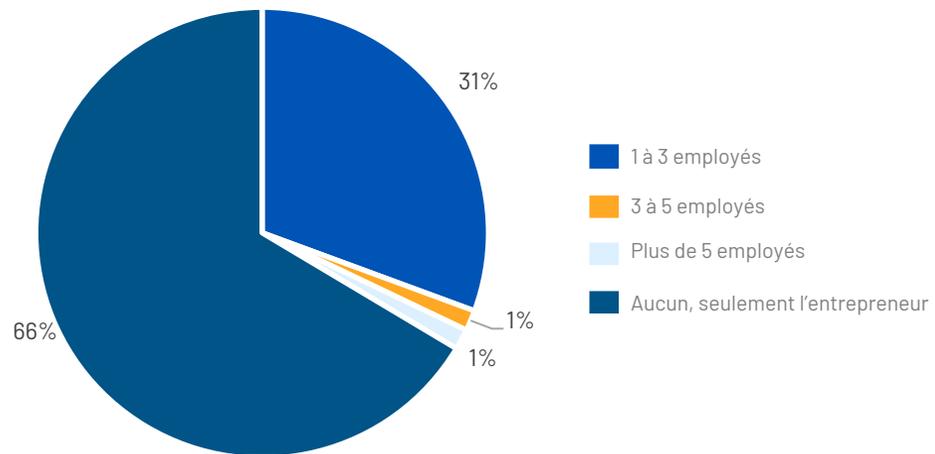
- **De plus, quand nous demandons d'évaluer l'impact de la crise sur le niveau de chiffre d'affaires dans les 6 prochaines semaines, 57% des répondants anticipe une baisse de plus de 50% :**
  - 67% en Wallonie, 60% à Bruxelles
  - Services aux particuliers (62%), Transports (70%), HoReCa (55%)

Prévisions d'Impact de la crise sur le niveau de chiffre d'affaires durant les 6 prochaines semaines



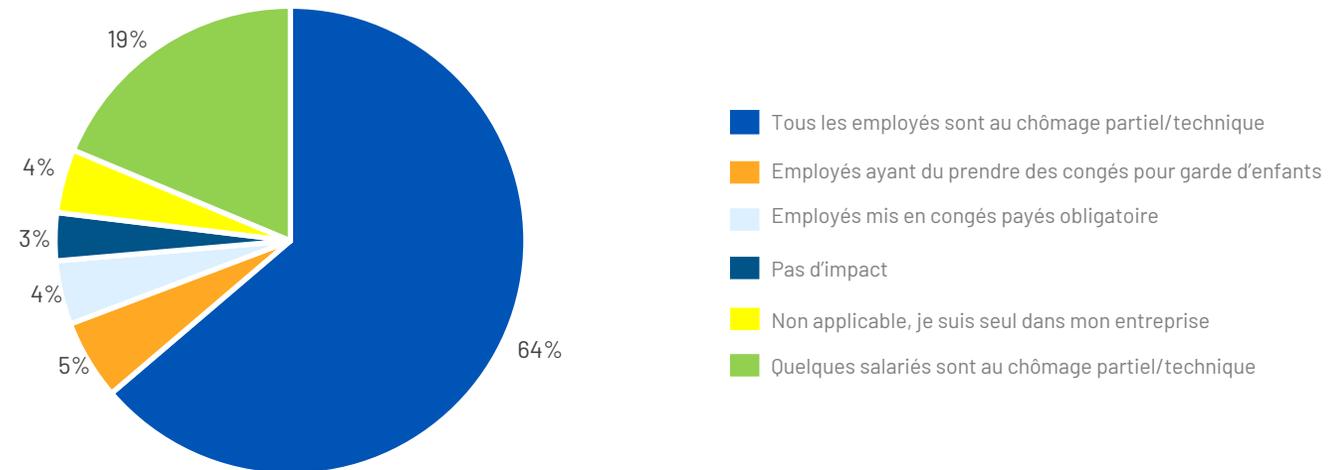
# IMPACT SUR LES EMPLOYÉS.

**1/3 des micro-entrepreneurs soutenus par microStart sont employeurs**



**Parmi ces employeurs, la très grande majorité a dû recourir au chômage partiel/temporaire (64%)**

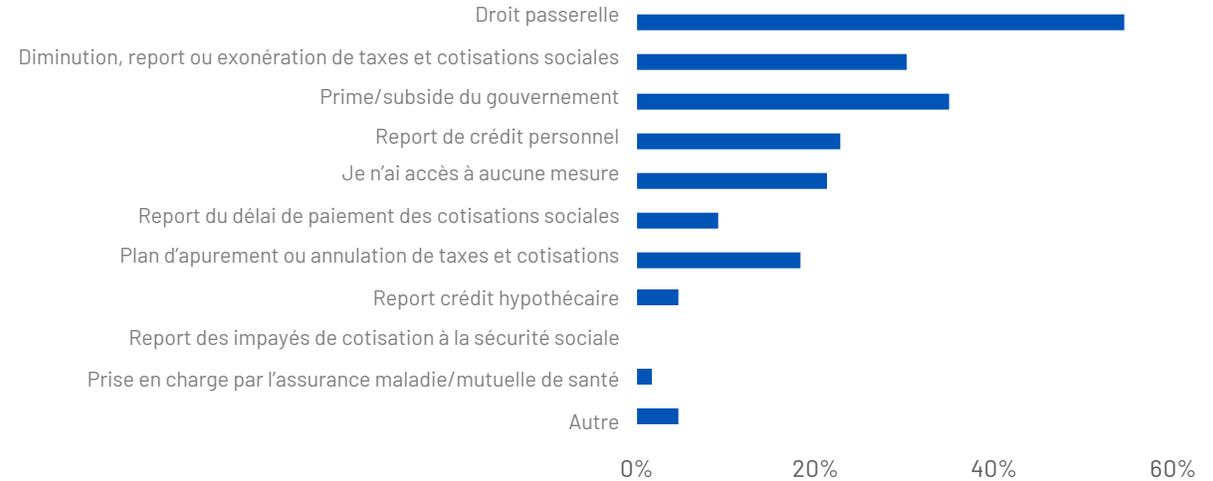
- 76% en Wallonie, 61% à Bruxelles
- 80% dans l'HoReCa, 68% dans le Commerce



# ACCÈS AUX MESURES D'AIDES PUBLIQUES

## Mesures d'urgence dont ont bénéficié les micro-entrepreneurs

- **58%** des répondants ont d'ores et déjà bénéficié du **droit passerelle**.
- **37%** ont bénéficié d'une diminution, d'un report ou d'une exonération de taxes et/ou cotisations sociales, et **31%** ont bénéficié d'une prime du gouvernement
- **Il s'agit des 3 principales mesures** les plus sollicitées/utilisées par les micro-entrepreneurs, peu importe la région ou le secteur d'activité



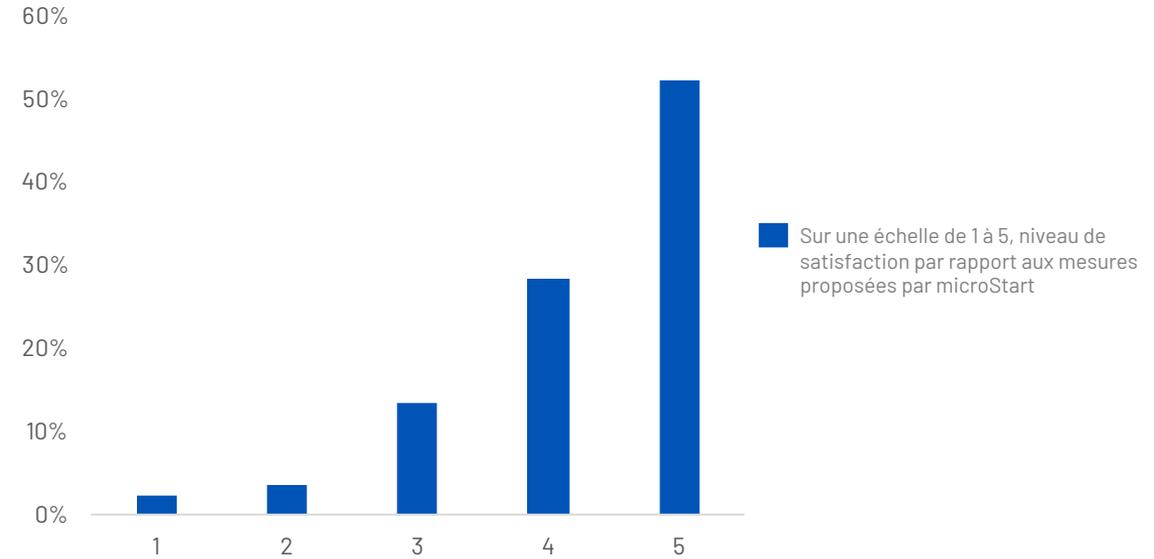
## Mesures de relance qui seraient les plus utiles pour les micro-entrepreneurs

- Concernant les mesures utiles à déployer selon les micro-entrepreneurs compte-tenu de la situation :
  - **60%** en faveur des **primes/subsides du gouvernement**
  - **55%** pour un **report de crédit**
  - **48%** **Exonérations/Report de taxes et cotisations**
- **Il s'agit des 3 principales mesures** les plus sollicitées/utilisées par les micro-entrepreneurs, peu importe la région ou le secteur d'activité

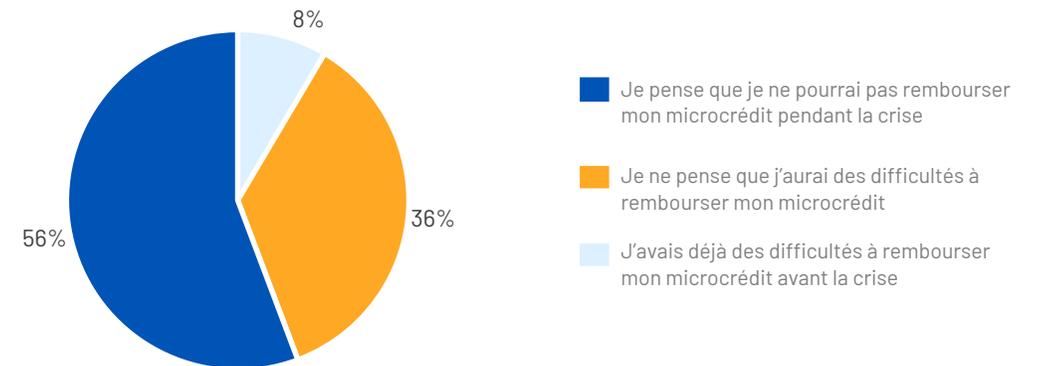


# ACCÈS AUX MESURES DE MICROSTART

- Au total, **44%** des répondants ont d'ores et déjà **reçu un soutien de microStart**
- **40%** ont bénéficié **d'un report ou d'un rééchelonnement de crédit**, et/ou **d'un crédit de trésorerie d'urgence**.
- **½** ont **bénéficié d'un coaching** ou d'une assistance conseil en ligne ou par téléphone
- **80%** des répondants se déclarent **très satisfaits ou satisfaits des mesures mises en œuvre par microStart**



- Finalement, **en raison de la crise COVID-19, 56% des répondants anticipent des difficultés de remboursement de leur microcrédit auprès de microStart**, à ajouter aux 8% de répondants déclarant avoir déjà des difficultés avant la crise



**MICRO-ENTREPRENEURS  
NON CLIENTS DE  
MICROSTART.**

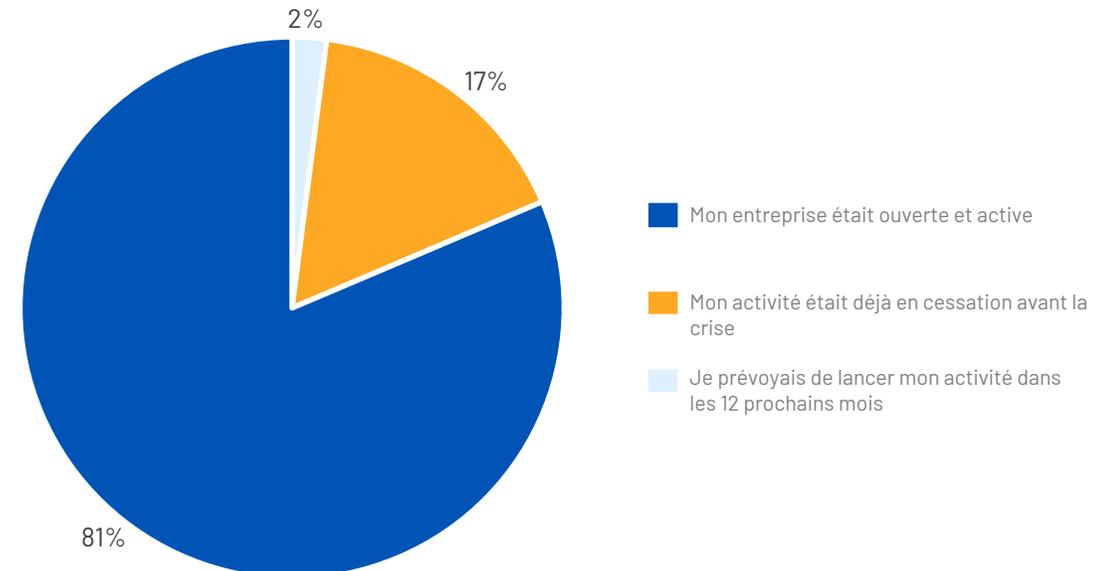
# MICRO-ENTREPRENEURS INTERROGÉS, NON CLIENTS DE MICROSTART (1/2).



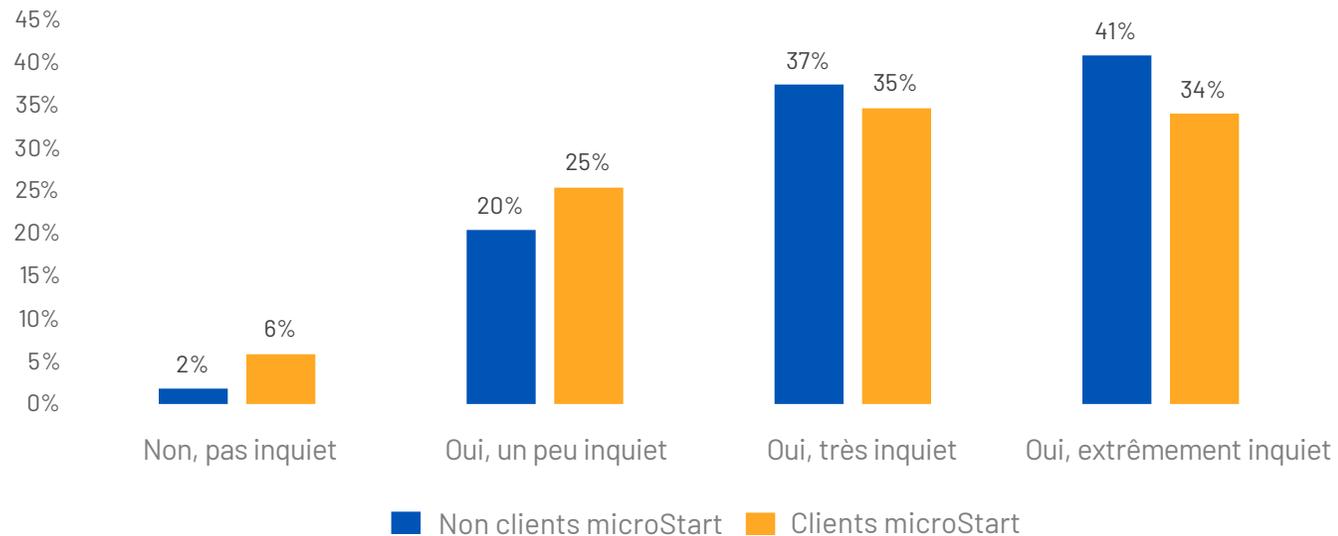
**Sur 72 micro-entrepreneurs ou porteurs de projet (prospects) non client de microStart interrogés dans le cadre de cette enquête, seuls 5 ont toujours le souhait de lancer ou poursuivre leur entreprise**

- Tous entre 30 et 49 ans, 4/5 sont des femmes
- 2 en Wallonie, 2 à Bruxelles et 1 en Flandre. Les secteurs d'activité visés sont l'HoreCa et les Services aux Particuliers
- **Concernant la crise COVID-19, 3 d'entre eux sont très inquiets pour leur projet.** Les principales craintes sont le manque de trésorerie et de moyens financiers et l'inéligibilité aux mesures d'aides publiques.

Situation de votre activité avant la crise COVID-19



# MICRO-ENTREPRENEURS INTERROGÉS, NON CLIENTS DE MICROSTART (2/2).



- **Les micro-entrepreneurs financés et accompagnés sont légèrement moins inquiets pour l'avenir de leur entreprise pour les 6 prochaines semaines.**

**PROPOSITIONS  
POUR UNE RELANCE  
INCLUSIVE.**

# SOUTENIR LA TRÉSORERIE ET LES FONDS PROPRES DES MICRO-ENTREPRENEURS.

## PLAN DE RELANCE MICROSTART ET DISPOSITIF DE PRÊTS D'HONNEUR

microStart souhaite déployer un ambitieux plan de relance en 3 phases axés autour de l'accompagnement des entrepreneurs, et de la constitution d'un fonds de prêts d'honneur, à 0% et sans garantie, complémentaire aux microcrédits.

**Les besoins financiers sont évalués à 2 265 000€, dont 25% déjà acquis.**

# AMÉLIORER L'ACCÈS DES MICRO-ENTREPRENEURS AUX DISPOSITIFS D'AIDES PUBLIQUES (1/2)

**Elargissement des primes régionales à l'ensemble des secteurs touchés, peu importe le statut.**

**Augmentation du montant de prime unique.**

**Rallongement de la mesure tremplin d'autant de mois que dure, durera, la crise.**

# AMÉLIORER L'ACCÈS DES MICRO-ENTREPRENEURS AUX DISPOSITIFS D'AIDES PUBLIQUES (2/2)

**Valider le moratoire sur les faillites, et allonger la période jusqu'à fin décembre 2020.**

**Prise de mesures pour suspendre ou reporter les loyers professionnels.**

## FAVORISER UNE RELANCE INCLUSIVE (1/2)

**Apporter des fonds propres aux micro-entrepreneurs, via les prêts d'honneur, pour assurer leur relance.**

**Mise en place d'une prime de relance unique de 5000€ pour les micro-entrepreneurs**

**Exonérations de taxes et cotisations sociales.**

## FAVORISER UNE RELANCE INCLUSIVE (2/2)

**Renforcer la mesure tremplin et allonger sa durée à 24 mois.**

**Rendre automatique le maintien du revenu d'insertion CPAS pour les créateurs d'entreprise pendant les 12 premiers mois d'activité.**

**Enfin, promouvoir la création d'entreprise comme voie d'insertion, et promouvoir les structures d'accompagnement et de financement.**